

Le faux-problème des frontières

La fermeture par la Gambie de la frontière avec son unique voisin le Sénégal, pendant six jours, sans explication, et passée inaperçue dans les media a pourtant eu un impact fort sur les populations, notamment les sénégalais. Ceux-ci sont obligés, pour rejoindre le Sud de leur pays, de traverser la Gambie, afin d'éviter un détour plus coûteux en temps et en argent.

Elle a fait suite à la décision des transporteurs sénégalais de lever un blocus décidé par eux-mêmes le 8 janvier dernier. Les conséquences d'une telle fermeture sur les économies des deux pays nécessite de rappeler que les frontières ont un rôle économique déterminant en Afrique. Plus que leur existence, c'est leur fermeture qui peut poser des problèmes. Il convient donc de faire un point sur la place souvent mal comprise des frontières en Afrique.

POURQUOI LE CONCEPT DE FRONTIÈRE ARBITRAIRE EST UN LEURRE

Toutes les frontières sont artificielles.

L'expression de frontière naturelle désigne une frontière qui suit et se justifie par un élément naturel, souvent un fleuve ou une ligne de crête en montagne. Or, le "tracé" de la frontière à un endroit est bien le résultat d'un processus décisionnel politique, fruit ou non de négociations. Cette idée de frontière naturelle sert à légitimer des volontés éminemment politiques. Ainsi, la frontière "naturelle" entre l'Allemagne et la France sur le Rhin n'avait rien d'évident il y a encore moins d'un siècle.

La théorie de l'artificialité des frontières a longtemps prévalu comme seule thèse acceptable. Malgré les travaux de plus en plus nombreux sur le sujet, il semble qu'elle soit encore bien présente dans les esprits, au vu des commentaires de mon interlocuteur. Sa persistance me semble d'autant plus grave que **ce type de réflexion place le continent africain dans un état statique et passif**, presque infantile, lui niant toute capacité à se développer de lui-même.

POURQUOI LA FRONTIÈRE N'EST, DANS LES FAITS, PAS UN PROBLÈME MAIS UN PRÉTEXTE

Considérant les conflits actuels en Afrique, **aucun n'a pour origine un problème de frontière(s)**. Les difficultés que l'on croit liées au tracé arbitraire des frontières sont en fait les échecs d'une gestion du territoire non-assumés comme tels. Ce sont les stratégies de pouvoir qui consistent à maintenir des inégalités (politiques, économiques, sociales) selon des considérations ethniques qui sont à l'origine des volontés séparatistes, et non le tracé des frontières en soi.

C'est plutôt **la solution apportée, la sécession notamment, qui place la frontière au centre des attentions**. Cela consiste par exemple à répondre à un problème socio-économique par la création d'un État. Si la solution proposée était elle aussi socio-économique (une meilleure répartition des richesses), la frontière n'est plus un enjeu. La volonté de créer un nouvel État vient donc de ce que l'État actuel est incapable de répondre aux revendications par les bonnes solutions, volontairement ou non.

À faux problème donc, fausse solution : d'après l'exemple actuel de la sécession sud-soudanaise, le tracé des frontières par les Africains eux-mêmes n'a pas plus de succès.

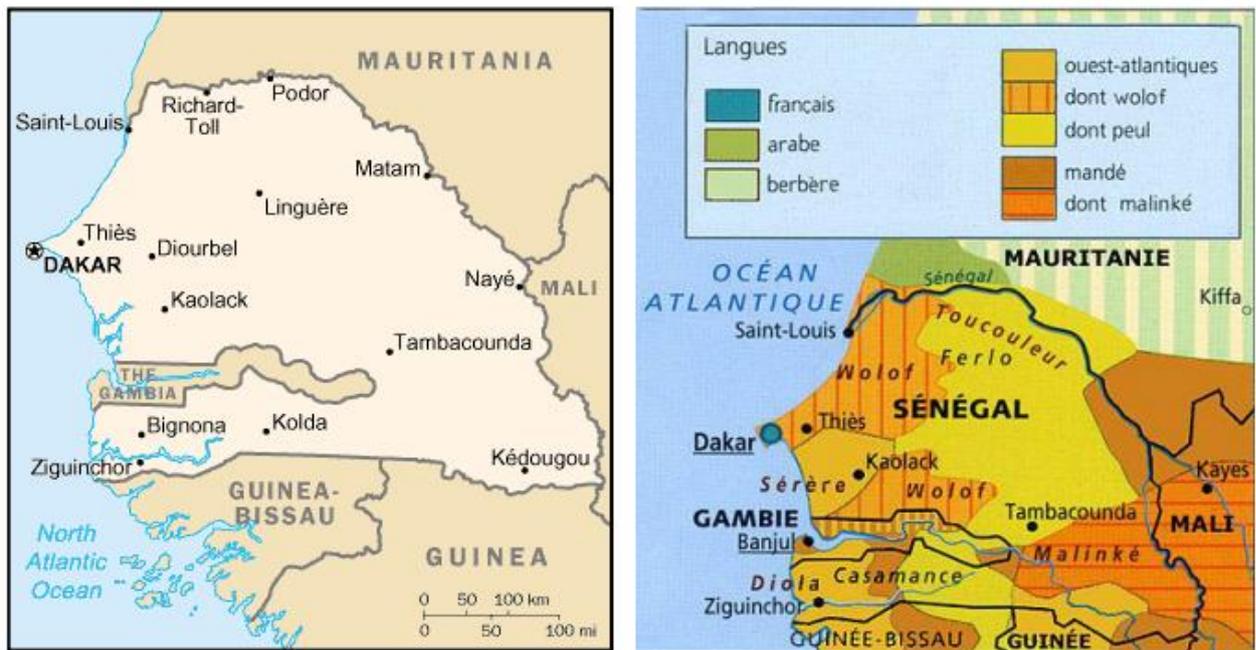
Le choix des délimitations nationales, s'il a été problématique à sa naissance, est devenu aujourd'hui une manière pour les dirigeants africains de se **déresponsabiliser** des difficultés auxquelles ils sont confrontés. Cela permet de trouver un responsable, qui là, est extérieur, et de justifier l'état de pauvreté de la majorité des pays du continent. Il permet aussi d'argumenter pour l'obtention d'aide au développement.

Cela est également un moyen de **justifier les nettoyages ethniques**, en désignant des minorités dont la présence au sein d'un pays est considérée comme illégitime, puisque ce sont les frontières, non-décidées par les Africains qui les y ont mises. En contrepartie, cela donne des arguments aux mouvements indépendantistes qui se considèrent lésés dans le tracé des frontières.

La frontière est d'autant plus un faux problème qu'elle est, dans beaucoup de pays davantage une **interface** qu'une ligne de rupture, permettant justement aux populations d'une même ethnie de commercer entre elles en profitant des avantages comparatifs de leurs pays respectifs, comme entre la Gambie et le Sénégal.

En somme, le tracé arbitraire des frontières africaines est un **prétexte** parmi d'autres pour justifier les faiblesses actuelles du continent et culpabiliser les anciennes puissances coloniales. La part de responsabilité des colonisateurs est réelle et indéniable, mais elle ne saurait expliquer en elle-même et à elle seule les difficultés actuelle des Africains.

CE QUE L'EXEMPLE ENTRE LE SÉNÉGAL ET LA GAMBIE NOUS APPREND



Ce qui frappe d'abord est la présence du petit État de Gambie, presque enclavé dans le Sénégal et coupant celui-ci en deux sur une bonne partie du territoire. On peut se demander ce qui a poussé les colonisateurs à faire ce découpage. Il peut paraître absurde, et coupe bien entendu certains groupes ethniques, comme on le voit sur la seconde carte d'Anne Le Fur (cartographe à l'Université Paris 1), représentant la répartition des langues au Sénégal et en Gambie. Le choix des frontières résulte des volontés :

- britannique de faire de leur ancienne colonie un État à part entière (Gambie) ;
- française de rattacher la Casamance (la partie Sud du Sénégal) au reste du pays plutôt que de créer deux pays distincts.

Or, si aujourd'hui l'État sénégalais voit d'un mauvais œil la présence "intrusive" de la Gambie dans son territoire, et si celle-ci se sent *a contrario* encerclée, revoir cette délimitation semble inenvisageable. Elle joue en effet un rôle de connexion entre les deux pays plutôt que de limite. D'une part, l'étendue des trafics (légaux ou illicites) qu'elle permet lui donne toute sa raison d'être. D'autre part, l'incapacité des États à contrôler leurs frontières (cela vaut pour le reste du continent) favorise cette logique d'interface.

Les tentatives de rassemblement des deux pays en une Sénégalie ont échoué, et le quasi-enclavement a paradoxalement permis aux gambiens de développer un sentiment d'appartenance nationale, allant au-delà des différences ethniques.

De surcroît, le conflit actuel en Casamance a bien pour origine une crise foncière, et est alimenté par des revendications identitaires. Elles sont favorisées par la séparation de la Casamance du reste du Sénégal par la Gambie ; cette séparation n'est pas à l'origine du conflit, mais un facteur aggravant.

ATTENTION donc à ne pas confondre cause et conséquence !

Cette erreur de raisonnement vaut pour de nombreux autres sujets. Le savoir-vivre ensemble est une qualité qui ne dépend pas des frontières, mais d'une volonté politique.

Je vous propose, pour approfondir le sujet, une petite **bibliographie** :

- Sur le thème des frontières en général, le fameux ouvrage (dont une partie est consacrée à l'Afrique) de Michel Foucher, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 1991, 2e édition, 691 p.

- Un site consacré aux questions de frontière en Afrique : <http://www.frontafrique.org/>

- Le géographe Jean-Claude Marut, spécialiste du conflit casamançais explique dans ses ouvrages et articles les origines du conflit. Il explique le conflit par la crise foncière qu'a connu la Casamance et la négation de cette crise par l'État.

Pour un aperçu rapide et audio : <http://cesti-info.net/node/2945>